

COURT BILAN DES VOTES AU CTM DU 27 MARS 2014 POUR SUD EDUCATION

La Fédération SUD éducation a voté contre les 3 textes dans leur globalité, mais a demandé et obtenu un vote séparé sur le détachement dans le corps des PLP qui permet l'intégration sans concours pour pouvoir s'abstenir sur ce point positif.

47 amendements sur les ORS et missions du 2nd degré, dont 2 seulement ont été intégrés par l'administration... mais aucun de ceux adoptés à l'unanimité des organisations syndicales.

6 amendements SUD sur les ORS, 1 sur les statuts particuliers, 1 sur le 1^{er} degré.

- Pour celui précisant la formation initiale « sous statut scolaire » (demandé par la commission fédérale Enseignement professionnel), SUD était seul contre tous les autres.

- FSU, SGEN et UNSA ont voté contre notre amendement visant à ne pas graver dans le marbre la masterisation, FO et CGT se sont abstenus.

- Nous avons fusionné en séance notre amendement pour que la pondération de lycée donne droit à 1h de décharge dès 6h effectuées en cycle terminal avec celui du SNES, toutes les organisations syndicales ont voté pour à l'exception du SGEN qui s'est abstenu.

- Pour l'amendement sur l'impossibilité d'imposer un complément de service à l'extérieur en cas d'HSA distribuées dans la même discipline à l'interne : l'administration a reconnu que c'est une préoccupation « juste et légitime » et que les SG académiques devaient y veiller, plusieurs organisations ont eu une expression en soutien (alors qu'aucune n'avait prévu de soulever ce point initialement), et la FSU a joint ses voix à la nôtre, tous les autres se sont abstenus. L'amendement est donc adopté par les organisations syndicales, mais l'administration ne l'a pas intégré car sa rédaction hâtive était un peu rigide et ne devait pas conduire à partager des classes (ce dont nous avons convenu). La DGRH s'est engagée à ce que cela figure sous une forme mieux formulée dans la circulaire d'application.

- Pour l'amendement pour empêcher les régressions sur les décharges disciplinaires (heures de labo), de nombreux amendements portaient sur ce point, qui reflétaient la stratégie globale des organisations qui les portaient : FO ne voulait pas abroger les décrets de 50 du tout, nous proposons de garder les décrets de 50 pour ces points spécifiques et d'améliorer le reste, les autres actaient la disparition des décrets de 50 et rétablissaient ces décharges par amendements. CGT, FSU et FO ont donc voté pour notre amendement, UNSA et SGEN se sont abstenus.

- Notre demande de votes séparés sur les différents statuts particuliers a été suivie par FO et a conduit FO et la CGT à différencier également leurs votes pour mieux expliciter ce qui motivait le vote contre global (comme nous, ce n'était pas la partie sur le reclassement).

Au final, l'administration se félicite que le **décret sur les ORS et missions** soit adopté « à la majorité des voix »... En fait, 5 voix pour de l'UNSA et du SGEN ont suffi face aux voix contre de 3 organisations (CGT, SUD et FO) plus 1 voix sur 7 de la FSU, les 6 autres étant en abstention.

Pour le texte sur les **statuts particuliers**, les votes étaient les mêmes sauf que les 7 voix FSU se sont portées sur l'abstention.

Seul le **décret 1^{er} degré** n'a obtenu aucune voix en pour, SUD et FO votant seuls en contre, en pointant le fait que la réforme des rythmes n'a pas fini d'avoir des conséquences sur les services des collègues, et qu'adopter ce texte aujourd'hui allait nécessairement borner les décisions à venir,

notamment lors du prochain CTM sur les remplacements. Les autres se sont abstenus.